N° 8. (Ire ANNÉE.) 3 Octobre 1829.

L'ORGANISATEUR.

L'Organisateur paraît une fois par semaine. — On s'abonne au bureau du journal, rue Saint-Maur-Saint-Germain, n° 17; chez Piller aîné, rue des Grands-Augustins, n° 7; Delaforêt, rue des Filles-Saint-Thomas, n° 7; et les directeurs des postes des départemens. — L'abonnement est de 25 fr. pour l'année; 15 fr. pour six mois, et 7 fr. pour trois mois.

CONSIDÉRATIONS SUR LE LUXE.

Quelque ancienne que soit la controverse élevée au sujet du luxe, il s'en faut de beaucoup que l'on soit généralement fixé sur la signification et la valeur de ce mot. Les moralistes, religieux ou politiques, et les économistes en ont donné différentes définitions, qui toutes peuvent provoquer encore d'interminables disputes. Au milieu de ce conflit, il ne sera pas sans utilité, peut-être, que nous exposions, sur cette grave matière, des idées tout-à-fait étrangères aux argumens contradictoires qu'on a fait valoir jusqu'ici de part et d'autre.

Le luxe, selon nous, doit être considéré comme la manifestation de la richesse par des dépenses superflues, et son application à des jouissances individuelles. Mais il s'agit moins de le définir que de l'expliquer, que de proposer, sur le problème social qu'il renferme, une solution plus satisfaisante que toutes celles tombées de la chaire, ou fournies par la science. Malthus ne voit qu'un moyen heureux d'établir l'équilibre entre la production et la consommation, là où tant de philosophes, d'accord sur ce point avec les prêtres, placent la cause de la corruption et de la ruine des états. M. Say, tout en reconnaissant que les dépenses somptueuses pourraient avoir un but plus moral, n'indique rien qui puisse leur imprimer cette tendance; et comme s'il craignait de blesser les préjugés de son tems sur la sagesse individuelle, il abandonne le luxe à lui-même, et respecte l'égoïsme jusque dans ses exigences épicuriennes.

Plus l'autorité de ces deux économistes est imposante, plus il importe de faire remarquer que leur théorie sur le luxe ne saurait être philosophiquement vraie, quand elle est impuissante à signaler la source du malaise et des plaintes universelles qu'il fait naître; quand elle n'offre ni remède, ni consolation, ni espoir aux classes souffrantes qui accusent la somptuosité des riches d'être la cause de leur misère. Examinons donc ce problème à notre tour, et cherchons quelques élémens de solution dans l'histoire.

Il y a des époques dans la vie des sociétés humaines, où tous les rangs sont fixés suivant une règle certaine, où les capacités inégales exercées dans un intérêt commun obtiennent des salaires inégaux, mais proportionnés aux fonctions qu'elles accomplissent. Cette division du travail général, cette hiérarchie étant constituée dans l'intérêt de tous, tous par cela même en sentent l'utilité et la reconnaissent. L'inégalité des avantages sociaux se trouvant correspondre à celle des services rendus, la part de produits attribués à chaque classe, correspondant à sa part de travaux, nul ne peut se plaindre, nul ne murmure : il y a justice, il y a morale; alors le luxe est inconnu, c'est-à-dire que la conscience populaire ne s'indigne pas de jouissances qu'elle sait avoir été méritées.

D'un autre côté, à ces époques où la société est ainsi réglée dans son activité matérielle, elle a aussi une vie morale. Ce sont des époques religieuses, ce sont des tems où tout ce que la sympathie a de plus haute exaltation reçoit l'impulsion et la consécration d'une autorité surhumaine et providentielle. L'égoïsme est subalternisé, et les jouissances qui lui appartiennent trop directement sont proscrites par la morale et au nom de la divinité. Au contraire, les jouissances qui sont recherchées se trouvent être, la plupart du tems, en vertu d'un entraînement presque instinctif des individus, celles qui sont plus sociales, qui résultent de services rendus à l'Etat, de l'accomplissement de devoirs civiques ou d'actes de dévouement.

L'histoire du passé nous en fournit d'abondantes preuves. Aux beaux jours de la république romaine, c'est-à-dire quand cette société toute guerrière était nettement, et par une espèce d'assentiment unanime, divisée en patriciens ayant le droit et la mission de diriger l'activité belliqueuse, et en plébéiens qui sentaient le devoir d'obéir, les fruits du travail commun, c'est-à-dire les produits du pillage et les accessions de territoire, étaient inégalement partagés. La forte part était pour le patriciat, le reste était pour le peuple. Mais ce peuple était composé de cliens qui trouvaient et leur bien-être matériel et leur satisfaction morale dans l'accroissement d'influence et de richesse que recevaient les patrons; car les patriciens ne consacraient pas à des jouissances individuelles, à de viles satisfactions des sens, ces acquisitions de la guerre. Leurs richesses appartenaient, non aux patriciens, mais au patriciat, mais à la république qu'ils représentaient. Elles servaient à subvenir aux dépenses de nouvelles guerres, à des entreprises faites dans l'intérêt général; et l'on retrouvait à leur charrue les consulaires et les triomphateurs. Une seule cause explique ce double effet : c'est qu'il y avait dans l'état unité de doctrine morale, c'est-à-dire religion, et religion toute puissante. Il en résultait que les uns trouvaient les élémens principaux du bonheur personnel dans le bonheur commun, tel qu'il était alors conçu, et que l'autre portion de la nation voyait sans jalousie, sans haine, des accroissemens de fortune et de pouvoir, légitimement acquis, et qui en définitive, tournaient encore à son profit.

Mais l'humanité vit sous l'influence d'une loi de développement qui la pousse à briser un ordre qui lui a été nécessaire, dès qu'il est devenu insuffisant et qu'il est un obstacle à ses nouveaux progrès. Le patriciat romain devint égoïste au même moment que les animosités plébéiennes éclatèrent. D'un côté, le peuple sentit qu'il avait moins besoin de tutelle ; de l'autre, les patriciens s'habituèrent à ne plus le protéger avec le même dévouement.

Alors naquit le luxe, alors aussi s'agita la loi agraire. Ce n'est pas la somptuosité, comme on a coutume de le dire, qui a perdu la république, ce n'est pas la proposition du partage des terres qui y a porté la dissention. Ce n'étaient là que des symptômes simultanés d'un mal plus profond, d'une dissolution imminente produite par d'autres causes. Les liens moraux étaient relâchés, la confiance mutuelle ébranlée, la religion méconnue et ridiculisée. Il n'y avait plus de patrons, il n'y eut plus de cliens. C'est alors seulement que ceux-ci s'aperçurent que l'inégalité des produits du salaire de la guerre n'avait plus de raison qui la justifiât ; c'est alors que cette inégalité de richesses, représentée par le luxe, fut flétrie. Ce que l'égoïsme avait accaparé, l'égoïsme voulut le ravir, et le patriciat ne fut attaqué que parce qu'il était un moyen de satisfaire des passions anti-sociales.

Les mêmes faits s'observent dans les tems modernes. Le régime féodal nous présente également une époque d'organisation, de hiérarchie, de morale, de religion. Il y avait aussi des chefs militaires et des chefs religieux, des serfs et des fidèles. Il y avait aussi correspondance, réciprocité de droits et de devoirs. Les seigneurs et le clergé dirigeaient l'activité matérielle et morale du peuple. D'un côté il y avait suprématie et dévouement, de l'autre soumission et confiance. Les produits du travail social se partageaient aussi suivant l'importance de ces fonctions.

Cependant les classes qui aujourd'hui nous paraissent, et avec raison, sacrifiées, n'avaient pas le sentiment de cette inégalité. Elle leur semblait juste, c'est-à-dire qu'elle l'était alors. Mais lorsque les croyances et l'organisation qui en résultait furent en décadence, lorsque commença ce mouvement qui produisit l'affranchissement des communes, puis la réforme, puis enfin la révolution, cette inégalité fut aperçue, signalée, et devint odieuse. Le luxe entra dans une classe et appela sur elle la haine de l'autre. On attribue sa renaissance en Europe aux croisades et à la contagion des mœurs orientales. Il ne faut pas oublier pourtant qu'à cette époque, et même un peu antérieurement, les seigneurs avaient vendu la liberté aux communes, proclamant par là qu'ils leur étaient devenus inutiles ; or il fallait bien qu'ils remplaçassent l'influence qu'ils perdaient presque volontairement par des jouissances plus matérielles ; et il était à peine besoin des dépouilles de l'Asie pour rendre sensible une inégalité qui aurait toujours apparu ; pour rendre odieuse cette dernière prérogative qui permettait à quelques hommes d'être les plus riches, quand ils avaient cessé d'être les plus utiles.

Cette révolution atteignit aussi le clergé. Tant qu'il avait été le dépositaire de la science, et le régulateur spirituel et dévoué de la société, ses propriétés de toutes sortes, qui tournaient au profit de la vaste organisation dont il était l'ame, s'accrurent dans ses mains sans contestation et même aux applaudissemens du peuple laïque. Mais dès qu'abandonnant la cause des classes humbles et pauvres, il s'écarta de sa mission évangélique, son autorité morale s'affaiblit ; l'on se mit à attaquer ses titres à une possession qu'il ne faisait plus servir qu'à des jouissances mondaines, qu'à des penchans égoïstes. On s'éleva contre le luxe des prélats et des abbés, parce qu'il témoignait que les biens ecclésiastiques, considérés jusqu'alors comme le patrimoine commun administré par les chefs d'une grande famille, étaient devenus l'aliment de satisfactions individuelles. On commença par les contestations sur la vente des indulgences, on finit par l'abolition des dîmes et la confiscation des propriétés du clergé.

Il ressort de ce rapide examen que le luxe n'existe pas à ces époques organiques où la société reconnaît une direction qui l'entraîne vers un but déterminé, et qui y fait converger toutes les subdivisions établies en vertu des capacités existantes. L'inégalité de jouissances, fondée sur l'importance inégale des fonctions, est alors d'une justice incontestée, tandis que ces jouissances privilégiées ne sont presque jamais acceptées par ceux à qui elles échoient que comme des moyens de concourir davantage à l'action sociale. Mais aux époques de transition où s'accomplit la destruction d'une organisation devenue nuisible, pour préparer la place à un nouvel ordre plus conforme aux nouveaux destins sociaux, le luxe naît, et c'est sur lui que se jette l'antipathie naturelle que l'homme éprouve pour toute manifestation d'inégalité, dont la raison légitime a disparu. C'est la forme sous laquelle les priviléges, devenus inutiles, constatent leur inutilité, et sous laquelle les masses et les sympathies qui s'émeuvent pour les masses protestent contre ces priviléges. Mais le luxe n'est qu'une conséquence qu'on se lasse à poursuivre, sans pouvoir obtenir aucune amélioration, et qui dure dans tout son éclat révoltant jusqu'à ce que les causes en soient taries ; jusqu'à ce qu'en vertu d'un ordre social régénéré, les récompenses soient proportionnelles aux services, jusqu'à ce que l'individualité et l'égoïsme fassent place à la sociabilité et au dévouement. J. A.

LE THÉOLOGIEN ET LA MÈRE DE FAMILLE.

Le théologien: Eh bien! madame, le charme dure-t-il encore? *La mere de famille:* Vraiment, monsieur, vous m'avez crue fascinée! — C'est tout ce que j'ai trouvé de mieux pour excuser charitablement vos espiègleries peu orthodoxes. — Je ne serai pas moins charitable, monsieur, je n'attribuerai l'hérésie dont je vous ai accusé dans notre premier entretien qu'a un excés de respect pour le sens littéral des saintes Ecritures. — A merveille! mais plusque vous voulez la toute force avoir vos saturnales, passez-moi le mot, madame; daignez au moins m'expliquer en quoi consiste mon erreur: je suis tout-à-fait disposé à me laisser prêcher par ma penitente.— Que penseriez-vous de moi, monsieur, si je répondais à cette *humble* provocation! Convient-il à une femme de faire de la controverse avec un docteur en théologie, et de se jeter étourdiment au milieu des ronces de la métaphysique? Permettez-moi de réserver cette tâche au nouveau directeur que je vous

ai franchement annoncé l'autre jour. — Soit : je ne redoute pas de l'entendre, au moins une fois, pour savoir à quoi m'en tenir sur son compte. Mais vous, madame, que me direz-vous, aujourd'hui ? n'aurons-nous pas un petit accès de fièvre libérale...? — Il paraît, monsieur, que je me fais bien mal comprendre. Décidément, vous ne voyez, dans mon espoir d'un meilleur avenir pour la femme, que l'impatience de l'esclave sous le joug, une velléité d'insubordination, la prétention de s'affranchir de tout lien, et que sais-je, l'arrière-pensée, peut-être, de braver un maître déchu. Voilà bien ce qui vous préoccupe, quand vous me parlez de *saturnales* et de *libéralisme* ! Cependant, si les paroles que je déposai dans votre sein à notre dernière entrevue, avaient mérité de laisser quelques traces en votre mémoire, elles devraient m'épargner ce soupçon offensant. — Oui vraiment ! il ne vous souvient donc plus, madame, que vous aviez sans cesse à la bouche les mots d'*affranchissement* et d'*émancipation* ? — Mais veuillez vous rappeler aussi le sens que je leur donnai. Songez que lorsque je formai le vœu de voir disparaître tout ce qui supposait ou entretenait les rapports de serviteur à maître entre l'homme et la femme, ce ne fut point pour établir entre eux cette égalité qui engendre la rivalité, l'indépendance et l'isolement, mais plutôt pour accroître l'intensité de leur sympathie, et rendre plus facile et plus complète la fusion de deux existences en une seule. — Distinction subtile ! — Distinction essentielle, qu'il faut bien admettre sous peine de confondre les choses les plus opposées. L'affranchissement, tel que l'invoque le libéralisme vulgaire, repose sur un sentiment de haine, n'a pour but que l'abandon des individus à eux-mêmes, et pour résultat que le relâchement des liens sociaux : pour nous, au contraire, le désir d'élévation ou d'émancipation, comme vous voudrez, naît de l'amour ; aussi, loin qu'il faille pour le satisfaire, nous rendre indépendantes de ceux dont nous aspirons à devenir les égales, ce n'est que pour nous attacher plus fortement à nos tuteurs que nous demandons à sortir de minorité ; ce n'est que pour nous identifier entièrement à nos maris que nous souhaitons vivement de n'être plus leurs premières servantes. Oui, monsieur, quoique vous en disiez, notre soif d'égalité n'est que le besoin bien senti d'une association plus parfaite entre époux. — L'esprit d'orgueil et d'indocilité se cache sous tant de formes, madame ! — Il n'est pour rien, monsieur, dans les espérances que j'ai conçues et que je vous confie. L'esprit d'orgueil et d'indocilité animait l'ange rebelle qui osa prétendre à égaler son créateur, afin d'élever audacieusement en face de lui une puissance rivale ; mais c'est la grâce qui inspire le chrétien appliqué à se rendre de plus en plus semblable à Dieu par le perfectionnement de son être, et jaloux de remonter, à force de sainteté et d'amour, jusqu'à la source céleste de l'amour et de la sainteté, pour s'y confondre dans le sein de l'éternelle unité. Eh bien, monsieur, la différence ou plutôt l'abîme qui se présente ici entre la révolte de l'esprit d'orgueil et la sublime ambition de l'esprit religieux, vous le trouverez entre les hommes qui ne voient de liberté que dans le triomphe de l'égoïsme, et les femmes qui n'aspirent à être affranchies de la subalternité, à s'élever jusqu'à leurs maris, que pour se mieux absorber dans l'unité conjugale. — Mais cette absorption, je vous l'ai déjà dit, madame, existe au plus haut degré possible ; et j'ai beau chercher, je ne vois pas ce que vous pouvez désirer. Précisez donc vos prétentions. — Ce ne sera pas bien difficile, monsieur. Nous voudrions que, lorsque nous trouvons le bonheur à oublier notre individualité première, pour ne former plus qu'une partie de l'être aimant et intelligent, chargé de perpétuer l'image de Dieu sur la terre, rien dans l'ordre religieux, ni dans l'ordre civil, n'altérât la pureté de cette ressemblance, en laissant subsister, sur une portion de l'oeuvre divine, des taches lavées par le Rédempteur. Nous voudrions que, si l'existence n'a de prix à nos yeux qu'autant qu'elle nous fait vivre de moitié avec le père de nos enfans, et qu'elle nous rend capables de réfléchir, par l'union la plus intime, les attributs du Créateur, on cessât de nous environner, à l'église et dans le monde, de maximes et de pratiques qui tendent à rétablir le dualisme là où l'unité doit se faire remarquer de plus en plus ; nous voudrions qu'on évitât de nous rappeler notre personnalité distincte et imparfaite, en nous plaçant sans cesse, comme inférieures et inhabiles, au dessous de ceux en qui nous devrions jouir de la plénitude de la vie sociale, après que nous avons été choisies et consacrées pour ne faire plus avec eux qu'un seul être, et pour représenter humainement, autant que possible, le mariage céleste de l'amour et de l'intelligence infinis. — Tout cela est bien vague, madame ! — Voici qui le sera moins. N'est-il pas vrai d'abord, monsieur, que nous sommes condamnées à la nullité la plus absolue sous le rapport politique, et que l'exemple des reines et des héroïnes qui, dans quelques cas exceptionnels, ayant été admises à influer sur le sort des états, ont rempli leur mission avec succès et gloire, est resté sans effet sur notre position sociale, et n'a pas empêché, dans les pays même (1) où l'on parle le plus de liberté et d'égalité, de maintenir rigoureusement notre exclusion des droits de cité ? La femme, née avec les dispositions les plus heureuses, et dotée de toutes les richesses de l'éducation, se voit déclarer incapable d'une foule d'actes qui sont tous pourtant du ressort de l'esprit, et pour lesquels on reconnaît l'aptitude de l'homme le plus dépourvu d'intelligence et d'instruction. Moyennant certaines conditions de fortune, l'idiotisme, en frac ou en veste, peut en effet décider, au Palais, de l'honneur et de la vie des citoyens, fabriquer des Solons et des Licurgues et parvenir à siéger lui-même dans le temple des lois ; tandis que la bienfaisance et le génie, sous le costume de femme, hôtes obligés des cloîtres ou des boudoirs, n'obtiennent le droit de bourgeoisie que dans les maisons de charité et les salons. Alors Madame de Staël, venant de terminer son livre de *l'Allemagne* ou d'écrire la dernière ligne de ses *Considérations sur la révolution française*, est consignée à la porte du collége électoral où son libraire remplit en se pavanant les fonctions de scrutateur, où son fermier illettré vote par la main d'un autre en faveur d'un candidat dont il ignore jusqu'au nom. — Et puis, madame, soutenez-moi encore que l'amour-propre et l'ambition sont étrangers aux idées d'émancipation que vous caressez avec tant de complaisance ! Je vous surprends ici en état de libéralisme flagrant ; vous voulez aussi haranguer, opiner, juger. Dans le fait, je ne vois pas pourquoi le délire révolutionnaire n'irait pas jusque là. Nous n'en finirons avec le philosophisme du siècle qu'en le menant de conséquence en conséquence à l'absurde ; et vos prétentions, en le poussant à bout, remplissent parfaitement les vues de la Providence sur ce point. — Doucement, monsieur, ne vous hâtez pas trop de me remercier, et surtout de trancher, par un mot ironique ou un badinage, une question éminemment sérieuse. Je ne croyais pas que vous pussiez jamais voir dans ce que je viens de dire des puissances sociales de l'époque, le moindre désir de nous faire adjoindre à elles ; et je me flattais de vous avoir assez indiqué mes sentimens personnels sur *la souveraineté de l'argent et du nombre* pour que vous ne dussiez pas me soupçonner de vouloir seulement la faire partager, à mon sexe, ce qui ne ferait qu'étendre sur une plus grande échelle l'application d'un principe de désordre sur lequel je me suis amplement expliqué avec vous, et qu'augmenter par conséquent l'anarchie et la confusion dont je n'ai cessé de me plaindre. Non, monsieur, nous n'avons nullement envie de faire élargir le cercle du chaos pour y ob-

(1) « Les Américains, dit Cobbet, sont les maris les plus indulgens du monde ; mais en même tems les Américaines sont de toutes les épouses les plus humbles, les plus dociles, celles qui se mêlent le moins des affaires de leurs maris. L'Amérique est pleine d'écrivains et de bavards politiques ; cependant, je ne me rappelle pas avoir encore entendu une femme mariée ouvrir la bouche sur un sujet de cette nature. Elles n'ont pas l'air de prétendre avoir le droit d'exprimer seulement leur opinion à cet égard. »

tenir une place; nous demandons mieux que cela; nous réclamons le rang qui nous est assigné par le développement providentiel d'une race dont nous formons la moitié, dans une hiérarchie telle que l'exigent les progrès de la civilisation, et où chaque membre de la famille chérie de Dieu sera classé sans acception de combinaisons arbitraires et de considérations empruntées à l'ordre purement matériel, selon sa capacité et son aptitude spéciales, c'est-à-dire, en vue des dons qu'il aura reçus de l'auteur de toutes choses. C'est préciser nos vœux, autant que je le puis aujourd'hui : vous devez sentir maintenant, monsieur, que nous n'aspirons pas à moins que d'être délivrées du rôle passif dans lequel on nous laisse languir, et qui n'est plus compatible avec les lumières et les besoins actuels de l'humanité, pour exercer enfin dans la société la portion d'influence correspondante à notre part dans la création; or, il ne faut pour cela que fonder l'ordre temporel sur une coordination politique des facultés humaines. A notre prochaine entrevue, je vous soumettrai d'autres observations sur les faits qui, sous le rapport religieux et civil, ne démontrent pas moins que tout ce que j'ai tiré de notre annihilation présente dans les affaires publiques, la nécessité d'un nouveau et dernier progrès dans la condition sociale des femmes.

P. M. L.

UN MOT SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

La société pour l'enseignement élémentaire vient d'ouvrir un concours sur la question suivante : *Démontrer que la prospérité du peuple est essentiellement liée au développement de son intelligence ; indiquer les moyens les plus propres à favoriser en France l'accomplissement de ce résultat.* — Le prix sera une médaille d'or de 300 fr. dont les fonds ont été faits par M. Cerfbert, membre de la société. Les mémoires devront être remis au secrétariat de la société, rue Taranne, n° 12, avant le 31 décembre 1830.

L'empressement avec lequel on a répandu dans ces derniers tems le bienfait de l'instruction parmi les classes pauvres est au-dessus de tout éloge. Mais les besoins des masses sont-ils bien compris par ceux même qui ont montré pour elles le plus de sympathie? C'est ce qui peut paraître douteux.

Il est très-utile, sans doute, d'encourager les meilleures méthodes d'enseignement; mais il serait dangereux aussi de s'aveugler sur leur importance jusqu'à oublier le rôle secondaire auquel elles doivent se réduire dans tout bon système d'éducation. Car enfin, que peut-on enseigner au plus grand nombre, si ce n'est des connaissances élémentaires ; et ces connaissances, simples instrumens entre les mains du peuple, ne peuvent guère contribuer à son bien-être que s'il sait en faire usage. Or, le simple fait de leur acquisition ne donne pas la garantie de leur bon emploi; et l'individu qu'on envoie à l'école, s'il n'apprend qu'à connaître, à rassembler et à former des lettres, sans qu'on s'inquiète de lui enseigner des principes de religion et de morale, capables de le diriger dans le cours de la vie, pourra bien un jour constater sa qualité de lettré par quelque méfait, et avoir ainsi à maudire l'instruction primaire dont on l'aura favorisé. Il y a donc pour le peuple quelque chose de plus essentiel que la lecture, l'écriture et le calcul, et son bonheur ne sera pas tout-à-fait assuré parce qu'on aura organisé partout les cours de géométrie et de mécanique de M. Dupin, et qu'on se sera pressé de lui apprendre les vérités d'Euclide et d'Archimède.

Sans doute, il y a maintenant dans les sciences une foule de résultats qu'il importe beaucoup de mettre à la portée des masses : mais, comme on ne pourra leur communiquer ces résultats que sous une forme presque entièrement dogmatique, leur intelligence n'en tirera pas beaucoup de force et restera toujours très-bornée, si on la considère du point où sont placées les classes supérieures. D'ailleurs ne se fait-on pas illusion sur les avantages qui résulteraient, pour le peuple, d'une instruction plus étendue, si en même tems les idées qui dominent dans la société et l'organisation sociale elle-même ne devaient pas éprouver une transformation complète : c'est ce que je vais examiner en me bornant toutefois à des indications générales.

Aujourd'hui, lorsqu'au milieu d'une troupe d'ouvriers ignorans il s'en présente un doué de quelque instruction, il est plus recherché des directeurs de travaux; il est plus sûr de ne pas manquer d'ouvrage ; il reçoit de plus forts salaires ; mais quand l'instruction sera commune à tous, elle cessera d'être un avantage pour chacun. Quand les vœux de la philantropie seront tous réalisés, quand tous les ouvriers seront plus habiles, qui en profitera? Les ouvriers, dites-vous! Non, les maîtres; les maîtres seuls qui dans le même tems et pour le même prix exigeront plus de travail et du travail mieux fait. Ou si l'augmentation des bénéfices leur permet d'élever un peu les salaires, comme cette élévation aura lieu à la fois dans tous ordres de travaux, le peuple n'en sera pas plus à l'aise. Voyez l'Angleterre; on convient que les ouvriers y sont plus instruits qu'en France : ils y sont plus payés. Dit-on qu'ils y soient plus riches et plus heureux? Si tout en avançant dans cette voie de perfectionnement où vous désirez avec raison la faire entrer, la classe laborieuse reste vouée au malheur et à la misère, vous comprendrez bien qu'il y a dans l'organisation sociale quelque vice fondamental aussi important, sans doute, à faire disparaître, que l'ignorance des masses.

Mais l'instruction, étendant le cercle des idées, redresse une foule de préjugés, détruit le goût des plaisirs grossiers, facilite les relations entre les hommes! A Dieu ne plaise que nous fassions ici l'apologie de l'ignorance. Nous aussi, nous désirons le développement de l'intelligence dans les classes inférieures, autant du moins que cela est compatible avec leurs travaux. Peut-être même le désirons-nous plus que d'autres, prévoyant que nous sommes d'un avenir plus heureux, où la répartition des avantages sociaux sera plus équitable, d'un avenir, surtout, où le savoir ne sera plus le lévier de l'égoïsme. Mais, de nos jours, acquiert-on vraiment la sagesse et le bonheur avec quelques idées de plus? N'y a-t-il d'erreurs et de vices que dans le peuple? Est-ce donc lui qui remplit les maisons de jeu? est-ce lui qui s'enrichit par l'intrigue et la fraude? est-ce lui dont la confiance s'évalue à tant par mois? Le banc des assises est plus souvent occupé par des hommes du peuple ! Mais si le parjure, le manque de foi, la corruption, si tant de méfaits qui détruisent le bonheur des familles, étaient des crimes dans nos idées et dans nos codes, pensez-vous que la majorité des bagnes ne serait pas composée *de gens comme il faut*?

Il y a dans le cœur de l'homme d'impérieux besoins que tous les trésors de l'intelligence ne peuvent satisfaire, des mouvemens impétueux contre lesquels la raison la plus puissante est quelquefois sans force. La science ne suffit donc pas au bonheur. C'est qu'en effet l'homme n'a pas été créé seulement pour savoir, mais aussi pour aimer; et tant que vous n'aurez pas offert à son amour un objet digne de lui, les penchans anti-sociaux, les suggestions de l'intérêt personnel le pousseront au mal et rapprocheront incessamment de son cœur le crime ou le désespoir.

Dans cet ordre d'idées ou plutôt de sentimens, ce qui manque au peuple nous manque à tous. Que l'amour s'unisse à l'esprit pour renouveler la face de la société ; c'est là qu'est la condition essentielle du progrès.

A. T.